

MARCHÉ PUBLIC de FOURNITURES COURANTES et SERVICES (FCS)
Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) en date du 01/04/2025

Objet du marché :
**Travaux d'élagage, d'abattage d'arbres et de débroussaillage
sur le réseau routier du District de Limoges
(RN 141 RN520 et RN21 – Départements de la Charente et Haute-Vienne)**

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Généralités

Les prestations du présent marché sont indiquées au CCTP, ainsi que leurs lieux d'exécution et leurs éventuelles décompositions en tranches et en lots.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Chaque bon de commande (BDC) précisera :

- la référence du marché, le lot, la période, le n° du BDC et le N° d'engagement juridique (EJ) du BDC
- la quantité, le prix et le montant par catégorie / nature des produits
- les montants HT, TVA et TTC de la commande
- le délai d'exécution,
- les lieux de livraison, le(s) nom(s) et le numéro de téléphone de(s) personne(s) à contacter et chargée(s) de la constatation du service fait
- les conditions particulières d'exécution du marché, prioritaires sur celles énoncées au CCAP.

Les commandes seront signées, selon leurs montants, par le RPA ou le Chef du district de Limoges.

Elles pourront être établies dès notification du marché jusqu'à l'expiration de la durée du marché indiquée à l'acte d'engagement (AE). Elles pourront s'exécuter au-delà de la durée du marché, majorée de 3 mois (voir stipulations sur l'AE).

1.2 Intervenants

Le Chef de district désigné à l'acte d'engagement (AE) représente le pouvoir adjudicateur (RPA).
Les intervenants éventuels externes à la DIR seront précisés au titulaire après notification du marché.

1.3 Notifications

Les notifications et correspondances du RPA avec le titulaire seront effectuées par tout agent mandaté par lui, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'État (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique. Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique précisée au marché, éventuellement modifiée ultérieurement.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi.

Si cela est jugé nécessaire par le RPA ou son représentant ou par le titulaire, les échanges peuvent se faire par télécopie (avec accusé de réception automatique) ou par courrier postal (sans recommandé, sauf si c'est imposé par la réglementation) ou par remise en main propre (avec accusé de réception sous forme papier). Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, une télécopie sera adressée au titulaire et celui-ci sera réputé l'avoir reçue une (1) heure après l'envoi.

Les documents envoyés par courriels ne sont pas nécessairement signés. L'original est conservé par l'expéditeur. Les courriers scannés sont assimilés à des copies.

1.4 Réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par l'Organisation Internationale du Travail, de communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas de sous-traitant étranger, le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

1.5 Assurances

Le RPA se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être exigé, la souscription de garanties complémentaires à celles exigées par la réglementation ou le CCAG, s'il lui apparaissait que les risques couverts par les polices d'assurance du titulaire sont insuffisants.

1.6 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, en application de l'article R. 2122-7 du décret 2018-1075.

1.7 Clauses sociales et environnementales : | | |---| | prescriptions particulières suivantes : | |---|

Dès lors que la filière existe et est opérationnelle, tous les déchets issus du chantier devront être valorisés.

L'entreprise titulaire veillera à limiter sa consommation d'énergie et à limiter ses émissions de gaz à effet de serre (GES) pendant la durée du chantier (Amenée du matériel, travaux, repliement du matériel). Les mesures dans ce sens seront décrites dans le mémoire technique.

Prise en compte de la biodiversité dans le mémoire technique.

ARTICLE 2. **PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ** par ordre de priorité (dérogation à l'art 4-1 du CCAG)

A- Les pièces particulières sont : l'acte d'engagement (AE) signé par le titulaire et le RPA, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe sur la santé et sécurité au travail à la DIR Centre-Ouest et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont les dates de référence sont précisées à l'AE ; ainsi que les documents indiqués à l'AE ;

B- Les pièces générales sont : le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures courantes et services (FCS) en vigueur au premier jour du mois précédent la date de publication sur le profil acheteur ;

Ainsi que : néant.

Seuls font foi les documents originaux du marché détenus par l'administration.

ARTICLE 3. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 **Tranches optionnelles** : Il n'y a pas d'indemnité de dédit ou d'attente.

3.2 Contenu des prix

Les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires doivent être fournis dans les dix (10) jours à compter de la demande du gestionnaire.

Les prix sont établis en tenant compte notamment des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie minimale d'un an.

Les prix sont établis sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes : néant.

3.3 Variation dans les prix

La périodicité de variation des prix est précisé à l'acte d'engagement (AE), ainsi que le mois zéro (mo), à savoir le mois de la date de remise des offres (dérogation à l'article 10-1 du CCAG).

La variation se fait par référence à (aux) l'index ci-après, selon le type de prestation, publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index :

Index	Désignation – identifiant	Prix concernés
EV4	Travaux d'entretien d'espace vert	Tous sauf ceux concernés par le TP08 ci-dessous
TP08	Travaux d'aménagement et d'entretien de voirie	Prix 15 à 17

Prix révisables

Le coefficient de révision Cn de chaque prix est effectué selon la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_m/I_o)$$

dans laquelle :

I_o = valeur de l'index de référence prise au mois de la date de remise des offres (mo)

I_m = dernière valeur connue de l'index de référence, à la date du 1^{er} janvier suivant la date de notification du marché.

3.4 Paiements

Le paiement des prestations s'effectuera sur présentation des factures. Les mentions à préciser sur celles-ci seront les suivantes :

Le n° et l'objet du marché, la période, le lot, les références et la date du bon de commande (BDC), la date de réalisation des prestations et impérativement le n° d'engagement juridique (EJ).

Les factures devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Références à mentionner impérativement sur la facture :

N° SIRET DE L'ÉTAT : 11000201100044
N° EJ sans espace

Pour les ACBC, ces références seront rappelées sur chaque bon de commande.

Les factures des marchés uniques et des BDC pourront faire l'objet de paiements partiels. Les factures seront établies après constatation totale ou partielle du service fait.

Les ACBC pourront être soldés soit tacitement à l'issue du délai de validité du marché ou de la période, soit lorsque le montant maximum est atteint, soit par décision du RPA.

3.5 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le règlement des prestations sera effectué sur un compte unique au nom des membres du groupement (article 12-1-2 du CCAG).

ARTICLE 4. DÉLAIS - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Durée du marché et délais d'exécution : voir l'acte d'engagement

Les délais partiels éventuellement fixés à l'AE partent de la date fixée par l'ordre de service (OS) de démarrer l'exécution de la prestation.

4.2 Pénalités autres que celles prévus au CCAG (dérogation à l'article 14-1 du CCAG) :

- *Retard dans l'exécution des travaux* : la pénalité journalière sera de **500 €** par jour de retard.
- *Signalisation* : pénalité cumnable d'un montant unitaire de **1000 €** en cas de non respect des consignes de signalisation prévues sur l'une des voiries empruntées, sauf cas de force majeure.
- *Chaussées salies* : pénalité journalière de **1000 €** cas de non-nettoyage de chaussée ouverte à la circulation publique, ainsi que l'intégralité des coûts du nettoyage s'il s'avère nécessaire d'y faire procéder.
- *Non respect de l'environnement* : pénalité forfaitaire cumnable de **1500 €** par rejet non autorisé en cours d'eau ou par non respect des consignes fixées dans le cadre de la police de l'eau ou par non respect des stipulations contractuelles, constatés de façon unilatérale ; le titulaire encourt en outre les frais et risques liés aux procédures engagées par les services de police.

Tout abattage ou blessure d'arbres non marqués fera l'objet d'une pénalité de **100 €** pour le premier arbre, **300 €/arbre** pour les 3 suivants et de **500 €/arbre** ensuite.

- *Non-conformité en termes de moyens et de résultats* : l'entreprise assure à sa charge les reprises nécessaires à la mise en conformité, y compris les frais d'exploitation ; à défaut et après mise en demeure sous un délai de 8 jours, il y est procédé d'office à ses frais et risques.

- *Réunion de chantier* : pénalité de **500 €** par réunion en cas d'absence par le titulaire.

- *Documents non fournis après exécution* : pénalité cumnable de **500 €** par jour de retard, applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.

4.3 Primes d'avance : néant

4.4 Interventions d'urgence : prescriptions particulières suivantes :

En cas d'urgence, l'entreprise devra pouvoir intervenir sous un délai maximum de 24 heures du lundi au dimanche y compris jours fériés sur simple appel du gestionnaire du réseau.

L'entreprise peut proposer un délai inférieur à 24 heures et le justifier.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Retenue de garantie : voir l'acte d'engagement

En cas d'avance acceptée par le titulaire, son paiement intervient sans formalité à partir de la notification de chaque engagement juridique (EJ) d'un montant supérieur à 50 000 € HT et de délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

ARTICLE 6. MATÉRIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Période de préparation :

En cas de période de préparation prévue à l'acte d'engagement (AE), il est procédé par le titulaire, au cours de cette période, à l'établissement des documents suivants : néant

Le-maître d'oeuvre valide ces documents avant de lancer l'exécution proprement dite du marché.

7.2 Programme d'exécution :

7.3 Conditions d'exécution

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis au règlement intérieur de l'établissement du RPA.

Le RPA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire déclare prendre en charge les installations du RPA sans réserve.

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation rédigée en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7.4 Conditions d'intervention :

Le titulaire devra maintenir, pendant toute la durée du chantier, l'accès aux propriétés riveraines. Il devra assurer en permanence à ses frais l'entretien, le nettoyage et la réparation de toutes les voies utilisées pour les besoins du chantier. Un état des lieux sera effectué avant et après les travaux. Tout dégât au domaine public imputable à l'entreprise sera constaté et fera l'objet d'un recouvrement.

7.5 Formation :

Le personnel devra obligatoirement posséder toutes les permis, habilitations et autorisations de conduite avant chaque intervention avec du matériel spécifique.

Le personnel devra obligatoirement posséder toutes les habilitations ou certifications suivantes :

- ✓ Certificat de grimpeur et soin des arbres ou le certificat de spécialisation de la gestion de l'arbre urbain (la totalité du personnel grimpeur/élagueur devra posséder une de ces deux certification).
- ✓ Attestation de formation continue
- ✓ Attestation de formation au secourisme (Sauveteur Secouriste du Travail) pour, à minima, 50 % du personnel permanent.
- ✓ Attestation de formation obligatoire (Arrêté du 04/08/2005) Grimpeur Sauveteur dans l'Arbre (GSA) pour la totalité des grimpeurs/élagueur.
- ✓ Habilitation électrique pour travaux à proximité des lignes BTA/HTA.
- ✓ Attestation de formation obligatoire à l'« Autorisation d'Intervention à Proximité des réseaux » (AIPR) pour la totalité du personnel.

7.6 Hygiène et Sécurité :

La DIR Centre Ouest est certifiée ISO 45001 depuis le 01/12/2023, sur son organisation en matière de Santé et de Sécurité au Travail. A ce titre, la structure place la sécurité et la santé au travail de ses agents et au cœur de ses préoccupations et de ses actions. Elle apporte également une vigilance accrue à la sécurité de l'ensemble des travailleurs (intervenants extérieurs, partenaires...) et des usagers.

Il est demandé aux entreprises partenaires d'adhérer à cette démarche d'amélioration.

Ainsi, le titulaire devra :

- respecter l'ensemble des dispositions légales en vigueur en matière de santé et sécurité au travail
- prendre connaissance de la politique de prévention de la DIR Centre-Ouest en matière d'hygiène et de sécurité
- veiller que les intervenants disposent des autorisations de conduite des engins en sécurité en adéquation avec les matériels utilisés
- disposer des autorisations de circulation à pieds sur le réseau DIR Centre-Ouest concerné par les prestations demandées
- avoir à disposition l'ensemble des Équipements de Protections Individuels en adéquation avec les prestations demandées
- s'assurer de respecter les règles d'accès aux différentes zones d'interventions après la consultation du CEI concerné
- établir, le cas échéant et avec le site concerné, un plan de prévention ou une coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), avant son intervention.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSION et GARANTIES

8.1 **Vérifications et essais** :

8.2 Admission

La constatation de service fait vaut admission des prestations.

8.3 Garanties particulières :

Les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions du code civil.

ARTICLE 9. **RÉSILIATION** :

ARTICLE 10. CLAUSE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5-1 et 5-2 du CCAG FCS 2021.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>	<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>
CCAP 2 priorités des pièces	4-1 du CCAG	CCAP 4-2 pénalités	14-1 du CCAG
AE 2-2 Variation des prix	10-1 du CCAG		
CCAP 3-3 Variation des prix			